

PROCÉSSUS SYSTÉMIQUES DE VULNÉRABILISATION EN TERRITOIRE DE MONTAGNE ET DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES. LE CAS DE LA HAUTE-ROMANCHE ¹

Frédéric BALLY, Marine GABILLET, Denis LAFORGUE,
Sandra LAVOREL, Véronique PEYRACHE-GADEAU

Si le contexte économique actuel invite à se pencher sur les vulnérabilités individuelles et les processus de désaffiliation (Castel, 2013), la perspective à partir des territoires accentue ces phénomènes. La littérature sociologique et géographique renvoie aux inégalités spatiales (Backouche et *al.*, 2011) et économiques subies par les acteurs habitant dans les milieux ruraux, et invite à réfléchir aux inégalités écologiques (Villalba et Zaccarà, 2007) et sociales (Crosemarie, 2015) qui caractérisent ces territoires, conduisant ainsi à vulnérabiliser certains habitants.

La vallée de Haute-Romanche, en région Provence-Alpes Côte d'Azur, est à ce titre particulièrement intéressante. Situé à la limite de la région Auvergne-Rhône-Alpes, à l'extrémité nord du Département des Hautes-Alpes, ce territoire de montagne est traversé par la route RD1091 qui relie (notamment) les communes de La Grave et de Villar d'Arène à l'Isère. En avril 2015, la route est fermée par arrêté préfectoral, en raison du constat d'un affaissement de la voute du tunnel qui longe le barrage du Chambon sous la montagne de la Berche.

Ce territoire de confins, par les découpages administratifs, est identifié à une position très périphérique relativement aux villes de Grenoble vers l'ouest et de Briançon vers l'est, et est aussi présenté comme un territoire d'entre-deux par la proximité de la frontière italienne. Mais dès lors que le passage est coupé, cette vallée de transit va être vécue comme un espace de relégation. L'isolement joue alors comme facteur déclencheur de vulnérabilités systémiques qui, en quelques mois après la « crise », vont s'autoalimenter.

¹ Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » Labex ITEM Innovation et Territoires de Montagne- ANR-10-LABX-50-01.

CONTEXTE LOCAL DU DEPLOIEMENT DU RISQUE

Mise en place progressive de la crise

Le 10 avril 2015, suite à la détection de fissures, interprétées comme des menaces d'effondrement, la décision est prise de fermeture de l'accès au tunnel du Chambon. Une première réunion publique d'information a lieu le 11 mai où l'annonce est faite que la fermeture devrait durer une trentaine de jours. Un glissement progressif d'un pan de la falaise de la Berche, au-dessus du tunnel et en surplomb du barrage du Chambon, est identifié comme cause originelle et dès lors il va être difficile de dissocier l'effondrement du tunnel de l'effondrement de la montagne.

L'échec d'une tentative de réparation du tunnel va porter un coup aux espoirs des habitants de voir la route rouvrir, tandis que le glissement de terrain est programmé pour le 4 juillet par les experts géologues missionnés. Au Freney d'Oisans, village situé en aval du barrage, la population n'a pas eu d'information officielle sur les risques susceptibles d'être provoqués par l'onde de choc du glissement et des informations contradictoires circulent sur le volume du glissement. En fait ce glissement ne se produira pas comme attendu ce jour-là, mais dans les jours qui suivront. Dès lors, à l'incertitude liée à l'aléa du glissement de terrain se substitue l'incertitude d'une réouverture de la route départementale pour laquelle des investissements lourds dans la recherche de solutions (la création d'un nouveau tunnel) doivent être trouvés. La population entre dans la crainte de devoir renoncer pour longtemps à retrouver sa mobilité et les acteurs socio-économiques redoutent les effets de la perte d'accessibilité nécessaire au fonctionnement de l'économie touristique.

Les solutions successivement mises en œuvre avec l'entrée en crise

Des solutions (provisoires) ont été mises en place très tôt, sous la forme de navettes en zodiac sur le lac dès avril 2015, pour assurer le transport des personnes travaillant aux Deux-Alpes, ou vers Bourg d'Oisans. Avec l'annonce du glissement de la montagne dans le lac les navettes sont interrompues. Dans les jours qui suivent, les navetteurs n'ont pas d'autres solutions que de gravir la montagne par le chemin de grande randonnée des Aymes. Mais ils seront contraints de ne plus le faire en raison du risque d'éboulement du pan de montagne. Durant la période où le risque de glissement est le plus élevé, les navettes lacustres sont remplacées par un pont aérien assuré par des hélicoptères entre la zone des Hautes-Alpes bloquée et l'Oisans. Mais la solution est très

coûteuse et non durable. La stabilisation du glissement de terrain permet de rétablir les navettes lacustres le 18 août.

À la suite de la visite du Premier ministre Manuel Valls, venu assurer du soutien de l'État à Mont-de-Lans le vendredi 24 juillet, la zone dite de « catastrophe naturelle », initialement limitée à la seule commune de Mizoën sur laquelle est construit le tunnel accidenté, est étendue aux communes de La Grave, Villar d'Arène et Monétier-les-Bains fortement impactées par les conséquences de la fermeture de la route².

La décision est prise de construire une route de secours sur l'autre rive du lac à partir d'une route forestière : elle est ouverte le 27 novembre. Elle est prévue pour un trafic de 1500 véhicules par jour en moyenne et elle est annoncée comme destinée à l'usage des habitants. Sachant que le trafic, en période de saison hivernale, en direction du Col du Lautaret et des différents points que cette route dessert (la station des Deux Alpes notamment) était auparavant de l'ordre de 25 000 à 30 000 véhicules/jour³, elle ne permet pas d'absorber le trafic. Les aléas associés à cette route provisoire qui traverse trois couloirs d'avalanche ne tardent pas à se manifester : après des affaissements, qui ont entraîné dans un premier temps sa fermeture nocturne pour cinq semaines, ce sont ensuite des éboulements qui bloquent ponctuellement le passage. Un dispositif spécifique de déneigement et de protection contre les avalanches est mis en place.

La crise qui s'est installée par étapes au cours d'un processus itératif de recherche de solutions, révèle de manière claire que l'accessibilité est une condition de survie du territoire. Mais la création de la route de secours est perçue comme une solution insuffisante : limitée à un usage local, elle ne vise pas à répondre à la problématique de transit et d'accueil touristique.

La gestion du risque et la route comme objet de mobilisation collective

Localement, dès la fermeture de la route départementale, le sentiment s'est installé chez les habitants de ne pas être entendus, de subir des décisions et non-décisions politiques et techniques, de n'avoir pas accès à l'information et de devoir accepter la situation comme une fatalité. Un mois après la coupure de la route le collectif du Chambon naît « de manière spontanée »⁴ afin d'adresser une lettre ouverte au gouvernement pour dénoncer l'immobilisme des pouvoirs publics. Grandes réunions

² Ce nouveau périmètre ne couvre cependant pas la totalité de la zone impactée qui concerne aussi les communes de la Vallée du Ferrand ou celle du Freney d'Oisans notamment.

³ Source : Lettre d'information publique du CG38 éditée en 2014.

⁴<http://www.collectif-du-chambon.org/presentation.html>

publiques, envois de lettres aux institutions et médiatisation, le collectif permet un *empowerment* de certains habitants qui mettent en avant leurs droits et leurs choix de vie sur le territoire.

Ce collectif formé d'habitants et d'acteurs économiques du territoire impulse des mobilisations à plusieurs reprises, notamment pour réclamer une nouvelle route : lors du Tour de France ou encore en se déplaçant à Grenoble et à Paris. Véritable acteur du territoire depuis la coupure de la route, ce collectif est créateur de dynamiques de mobilisation et de résilience, analysée plus loin.

Point méthodologique

Cet article se base sur une enquête qualitative réalisée auprès des habitants et de certains élus du territoire, sur les communes de la Grave et de Villar d'Arêne, fin janvier 2016. Une vingtaine d'entretiens non directifs ont été conduits par l'équipe de recherche et par des étudiants. Une réunion du collectif du Chambon a été organisée et animée par les chercheurs, avec témoignages et débats, pour saisir notamment les raisons de leur mobilisation et envisager avec ces habitants le questionnement sur la crise et ses effets ressentis. L'article s'appuie également sur des ressources documentaires produites par les institutions et les acteurs du collectif :

- Une étude économique prospective du territoire de la Haute-Romanche, réalisée pour la Chambre de Commerce et d'Industrie Hautes-Alpes par un cabinet de consultants Cibles & Stratégies, en mai 2016. Cette étude se base sur une enquête auprès des commerçants et artisans/ acteurs économiques de Haute-Romanche.
- Les résultats d'une courte enquête par questionnaire « La crise du Chambon et l'emploi », réalisée par le collectif en mars 2016, portant un regard sur les conditions de travail des habitants de Villar d'Arêne et de la Grave depuis la fermeture du tunnel puis l'ouverture de la « route de secours ». 164 personnes ont répondu à cette enquête.
- Une enquête publique réalisée en prévision de l'ouverture de la « route de secours », où les habitants ont eu l'occasion de décrire, au travers de questions ouvertes, leurs ressentis et les pertes subies suite à la coupure de la route et d'exprimer leurs besoins de déplacement.

Ces différentes sources nous ont permis d'avoir un panorama complet des points de vue des habitants, sur les phases de déploiement de la crise, sur les vulnérabilités induites par la coupure et la manière dont ils mettent

en récit leurs difficultés, leur expérience du quotidien, mais aussi les changements qu'ils opèrent et leurs adaptations.

UN TERRITOIRE VÉCU EXPLICITÉ PAR DIFFÉRENTES VULNÉRABILITÉS

Du point de vue des impacts économiques liés à la forte baisse de la fréquentation touristique, la crise est immédiatement visible même si la pleine mesure des conséquences engage le long terme. C'est à un autre point de vue que les enquêtes présentées ici se sont attachées : celui des effets ressentis sur le territoire. Ce point de vue permet de décaler l'angle d'appréhension centré sur les effets commensurables⁵ pour faire surgir la vulnérabilité dans ses différentes dimensions vécues. Par *vulnérabilité*, on entend le produit des représentations, plus ou moins partagées des habitants, des acteurs socio-économiques et institutionnels, autour de problématiques associées au sentiment de crise, de fragilisation, voire de remise en cause de l'existant et pour lesquelles une recherche de solutions réparatrices ou palliatives est engagée. La vulnérabilité est généralement déterminée par l'importance et le rythme des changements auxquels un système est exposé, mais aussi de sa sensibilité aux risques et de sa capacité d'adaptation face à ces changements.

Un ensemble de vulnérabilités subies par les habitants

Les données recueillies ont permis de faire des liens entre la fermeture de la route et l'irruption progressive de vulnérabilités dans le quotidien des habitants du territoire. Nous parlons ici de vulnérabilité sociale, c'est-à-dire un processus d'affaiblissement vécu par les habitants dans la vie quotidienne, sur le mode de la perte de ressources – financières, symboliques, relationnelles -, et de la neutralisation de capacités. La coupure de la route vers l'Isère et Grenoble ne permet plus à de nombreux habitants de maintenir leurs routines ordinaires. On assiste alors à une désorganisation de leur expérience quotidienne voire à une perte de confiance dans la continuité du monde et de leur être. Cela s'exprime à travers trois problématiques principales dans le quotidien des habitants : la santé, le professionnel et les relations familiales.

⁵ Par le biais notamment des demandes d'aides aux entreprises et aux fonds de secours mis en place par les Conseils Départementaux et dans l'attente d'une étude d'impact sur le tissu économique demandée par le Collectif du Chambon.

Un accès limité aux services de santé

La fermeture de la route rend particulièrement difficile voire critique le recours aux structures spécialisées de santé qui se trouvent sur Grenoble où beaucoup d'habitants sont suivis. Les réponses au questionnaire mettent en avant l'éloignement des services de santé sur la commune de Villar d'Arène spécifiquement pour les personnes de plus de 60 ans. Le médecin généraliste le plus proche se situe à la Grave et ces habitants sont rattachés aux spécialistes grenoblois : « *les médecins spécialistes sont tous sur Grenoble: ophtalmo, cardiologue* » (Répondante, 78 ans, La Grave), « *Les spécialistes de l'hôpital de Briançon ont été réduits* » (Répondant, 91 ans, Villar). Ils insistent ainsi sur le « *besoin de soin* », plus ou moins régulier, auquel ils ne peuvent subvenir, à moins de faire au moins un jour de route. D'autres évoquent simplement l'impossibilité de faire toute cette route : « *je ne suis plus en âge de passer le Galibier ni de faire 4h de route pour aller à Grenoble* » (Répondant, 91 ans, Villar).

Cette mise à distance vis-à-vis des services de santé est ainsi vécue comme une double vulnérabilité pour certains habitants. À la non-maîtrise d'une maladie s'ajoute donc la non-maîtrise d'un accès aux soins, avec une certaine angoisse de ne pouvoir être soigné dans l'immédiat si nécessaire. Une problématique récurrente en milieu rural (Barlet et *al.*, 2012) qui témoigne d'un dysfonctionnement des fonctions régaliennes de l'État et des outils de gouvernement à distance (Epstein, 2005).

Une vulnérabilisation professionnelle

La coupure de la RD 1091 entraîne de même des vulnérabilités professionnelles. De nombreux salariés / travailleurs se sont retrouvés dans l'incapacité de se rendre au travail durant les premières semaines de coupure de la route. Puis, la navette lacustre et la solution de l'hélicoptère leur ont permis de traverser le lac, mais à un certain prix :

« Il fallait 45 minutes de marche. Il fallait oublier le sac à main et prendre le sac à dos, avec une paire de chaussures de rechange pour le boulot. Même avec le bateau : on avait l'impression d'être des migrants, dans des embarcations qui n'étaient pas prévues pour. » (Répondante, Villar d'Arène)

Si la vie quotidienne est impactée, c'est aussi le rapport à la sphère professionnelle, constitutive de l'identité (Sainsaulieu, 1988), qui apparaît comme problématique, avec des retards, absences et une adaptation

constante aux aléas du transport : « *j'ai dû réduire mon temps de travail à 80% après un arrêt de travail de 3 semaines* » (Répondante, Villar).

Si 94% des répondants au questionnaire du collectif estiment être impactés dans leur vie professionnelle par la fermeture du tunnel, 35,4% d'entre eux ont dû subir des modifications de leur contrat de travail et une diminution du temps de travail. Plus grave, la coupure de la route s'est traduite pour 28% des répondants par une perte, une non embauche ou un changement d'emploi.

Les habitants se retrouvent ainsi en décalage avec les impératifs de la sphère professionnelle (ponctualité, adaptabilité notamment). La rupture de la continuité professionnelle, que ce soit par un temps partiel subi, une activité réduite ou par le chômage, peut avoir des conséquences néfastes sur l'identité, sur la manière dont les habitants se définissent, se reconnaissent socialement (Crunel et Frau, 2014).

Des vulnérabilités sociales et familiales

L'ajout d'une heure de trajet, voire plus, limite à la fois les visites hors du territoire, mais aussi l'arrivée d'autres membres de la famille pour un week-end. Les contraintes horaires et financières dues aux détours à faire ont eu un fort impact sur la vie sociale et familiale des habitants. En effet, les trajets s'ajoutent au travail et diminuent toujours plus le temps familial (Tremblay et Dagenais, 2002). Ces débordements sur la sphère familiale sont autant de conséquences potentielles sur la satisfaction/insatisfaction individuelle dans le couple et la vie familiale (Trancart et al., 2010). Les habitants évoquent des temps familiaux nettement réduits :

« Rendre visite à ma mère : long, énervant, fatigant, cher. J'ai une sœur de 10 ans que j'ai vue 2 fois en 3 mois » (Répondant, Les Alpagnes/ Les deux Alpes).

« Pas de possibilité de recevoir enfants et petits-enfants » (Répondante, La Grave),

« Baisse des visites familiales. Ayant de la famille hospitalisée à Grenoble, les voyages par le col du Galibier sont très fatigants et coûteux » (Couple de répondants, La Grave).

Ainsi, les kilomètres supplémentaires, source de fatigue, de coûts voire de stress, ont un impact direct sur les visites familiales et donc sur la socialisation des habitants. Certains évoquent un « éloignement familial » durant la période de la coupure de la route, avec un non-accès aux « temps synchronisateurs » (Boulin et Lesnard, 2016) en famille, voire entre amis. Par ailleurs, l'allongement de la durée de la garde d'enfant a provoqué des coûts supplémentaires pour les habitants.

La coupure a donc fait apparaître des habitants fragilisés, tant sur le plan économique, social, familial que professionnel. Ces différentes vulnérabilités décrites, entremêlées, ont entraîné à la fois des changements profonds dans l'identité des habitants, dans l'organisation de leur mode de vie au quotidien, mais également une méfiance, voire une défiance vis-à-vis des pouvoirs publics. En effet, ce processus de vulnérabilisation des habitants est renforcé par la non-maîtrise qu'ils ont sur les cadres de la résolution de cette crise.

Une vulnérabilité institutionnelle ? Quand la crise vient fragiliser les institutions.

La crise déclenchée par la coupure de la route, en plus d'amplifier des vulnérabilités au niveau des habitants, vient fragiliser les institutions locales.

Un fonctionnement institutionnel inadapté à l'inédit

La fermeture du tunnel du Chambon révèle *de facto* une véritable crise du mode de fonctionnement institutionnel, tel qu'il est pensé *ex ante*. En effet, aucune réponse en termes de dispositifs n'était adaptée à cette situation à caractère « exceptionnel ». L'action publique actuelle et le système assurantiel reposent sur la quantification et la mesure précises des risques (Peretti-Watel, 2003) et des conséquences d'un aléa naturel. Dans le cas présent, la crise démarre avant même que l'aléa ne se soit produit, puisque pendant toute une période la route est fermée (et le territoire d'emblée vulnérabilisé) alors même que le glissement de terrain n'a pas eu lieu... et que les institutions compétentes (État, Conseil Départemental) restent dans l'attente. Ensuite, si l'état de catastrophe naturelle a bien été déclaré, deux problèmes majeurs se posent : les compensations économiques tardent à venir, tout comme les dispositifs permettant de les évaluer et les acteurs économiques locaux, déjà fragiles, n'ont peu ou pas les moyens financiers de survivre avec les pertes déjà engendrées.

En effet, la coupure de la RD1091, malgré l'ouverture de la route de secours, a entraîné une redirection du tourisme de passage, et des touristes de journée, vers d'autres destinations, plus accessibles⁶. Des études complémentaires seraient donc nécessaires pour comprendre et analyser l'impact économique global de cette crise sur le territoire. Second point, les vulnérabilités non économiques des habitants

⁶ Une étude resterait à faire sur la représentation de la route de secours auprès des touristes de passage.

engendrées par la crise sont difficilement mesurables avec les instruments habituels de l'action publique : il est nécessaire de prendre en compte les volets psychologiques, sociaux et professionnels.

D'une communication partielle au manque de concertation locale

La crise du fonctionnement institutionnel face à l'événement se traduit au niveau des discours des habitants. Entre les différentes dates de réouverture du tunnel, celles des chantiers pour restaurer le tunnel et celle du chantier de la route de secours, la population locale reste dans une situation d'incertitudes, dans l'attente d'une solution, avec des informations disparates du département et des services de la Préfecture. Les habitants, qui disent pour certains avoir choisi ce lieu de vie pour son environnement calme, à l'opposé de la vie urbaine, pour définir leur manière de vivre, ont le sentiment de se retrouver dans un isolement subi. Ils considèrent la gestion de cette crise comme l'indice d'une domination des services étatiques et des collectivités supra locales vis-à-vis du territoire, voire d'une indifférence à son égard parce que identifié à un territoire de confins. Les habitants mettent en avant le « *manque d'informations – on est pris pour des imbéciles* », ce dont le collectif du Chambon se fait aussi l'écho :

« La communication par voie de presse est calamiteuse dans ce dossier et blesse les personnes impactées abasourdiées qui ont l'impression de ne jamais être écoutées ni entendues : nous apprenons notre avenir dans le journal ! » (Communiqué Collectif du Chambon, Mise à jour du 05.07.2015).

Les incertitudes engendrées par cette crise ont entraîné une défiance progressive vis-à-vis des élus (départements, communes notamment). Un élu local décrit ainsi les difficultés et les incompréhensions liées à ces problèmes de communication :

« Pour beaucoup, ils ne travaillaient pas, leurs commerces étaient fermés, donc ce n'était pas gênant, la saison d'été, ça commence le 5 juillet, donc on avait le temps... Mais quand on a commencé à dire aux gens, non ce n'est pas le 5 juillet que ça va ouvrir, mais peut-être le 20, là les gens ont commencé à avoir peur (...). Ce qui a posé problème c'est l'ignorance, et le fait que personne n'ait pris en charge le dossier avec un pilote... toutes les solutions proposées n'ont pas été respectées » (Élu, Haute-Romanche).

Au-delà de la défiance vis-à-vis des élus, la population locale remet en cause les conclusions des experts. Dans une société où la technique est

aujourd'hui dominante et les progrès technologiques en constante évolution, il leur paraît difficile d'imaginer qu'il soit impossible de trouver une solution à ce problème de glissement de terrain. Ainsi dans les discours, cette défiance glisse peu à peu vers le manque de participation et de concertation pour ces solutions :

« On n'est pas plus malin qu'eux, mais on connaît le territoire. On veut leur donner des informations pour qu'ils regardent autre chose que leurs idées de techniciens... (...) On ne veut pas leur apprendre leur boulot, mais s'ils pouvaient juste nous considérer ça serait pas mal » (Répondante, Villar d'Arène).

La critique rejoint ici les problématiques de démocratie participative et de concertation avec une non-prise en compte des habitants dans les processus de décision sur le territoire, voire un « travail sans autrui » (Laforgue, 2009). Si les discours des habitants mettent en avant un véritable défaut de communication des acteurs politiques locaux auprès de la population, il faut souligner toute la difficulté pour ces acteurs d'évoluer dans un tel contexte inédit et dans lequel ils se retrouvent impuissants.

De la fragilisation à l'impuissance des élus locaux

Du côté des élus locaux, les maires se retrouvent dans une position particulièrement délicate. Directement au contact de la population tout en représentant l'institution, les élus de la Grave et de Villar d'Arène n'ont pas réellement de prise sur de potentielles résolutions et ne sont, d'après eux, pas plus informés que la population sur le déroulement des travaux. Ils s'estiment démunis face aux citoyens et aux institutions départementale et préfectorale : une impuissance qui se traduit par cette formule : *« il faut baisser les épaules et attendre que ça passe »*. Tout comme le maire de La Grave qui déclare : *« L' élu local que je suis se sent bien impuissant devant les inerties administratives, les responsabilités croisées et les compétences définies en prés carrés que personne ne veut perdre. »*⁷ (Interview pour le Journal des Hautes-Alpes, 03.07.15).

Si cette situation de crise montre l'inadéquation des réponses pré-pensées habituelles par l'action publique, elle met également en avant la manière dont des élus se retrouvent en position d'acteurs faibles (Payet et al., 2008) par rapport à une situation-problème dont ils n'ont pas la maîtrise ni les clés de résolution. Tout comme les habitants, ils doivent

⁷ <http://www.lemedia05.com/2015/24197/tunnel-du-chambon-le-desespoir-du-maire-de-la-grave-face-au-sentiment-dabandon/>

s'en remettre à d'autres *acteurs éminents*⁸ : experts, acteurs de la préfecture, professionnels du risque.

La coupure de la route reliant le territoire de Haute-Romanche à l'Isère a donc entraîné tout un ensemble de ruptures. La vulnérabilité économique se mêle à une vulnérabilité sociale forte, dont les conséquences sont, pour l'instant, difficilement chiffrables, mais mesurables par l'enquête qualitative. Ces vulnérabilités interagissent avec une fragilisation institutionnelle.

UNE RÉSILIENCE MULTIFORME COMME RÉPONSE A LA SITUATION DE CRISE

Face à ces vulnérabilités subies, des réponses s'organisent au fil de l'évolution de la crise. Si nous avons pu observer des acteurs affaiblis (Payet et *al.* 2008), dans un premier temps et sur la durée, il apparaît que ces derniers font également preuve de résilience au fil de la crise, aussi bien par des bricolages individuels que collectifs. Il ne s'agit pas forcément ici de revenir à l'état initial de la situation pour les acteurs ordinaires, conscients que les choses ont définitivement changé. Il reste nécessaire de préciser que notre plan ne désigne pas un déroulement chronologique des événements. Ces différentes formes de résilience que nous allons voir ici se mettent en place depuis les premiers mois de la crise. Elles se mêlent à des processus de mise en vulnérabilité des individus, avec des solutions potentielles imaginées à différents niveaux.

Compte tenu du foisonnement d'acceptations de la notion pluridisciplinaire de résilience (De Bruijne et *al.*, 2010), nous retiendrons ici trois niveaux de résilience. Une forme de résilience au niveau individuel, où les acteurs absorbent les chocs pour maintenir des fonctions clés de leur quotidien (Timmerman, 1981 ; Walker et *al.*, 2004) au travers de la crise. Une forme de résilience plus collective, où les acteurs mettent en œuvre tous les moyens afin de rebondir pour avancer (Tisseron, 2009), et dépasser leurs vulnérabilités et leurs effets. Enfin, une troisième forme de résilience au niveau du territoire, celle des acteurs institutionnels qui en ont la charge, apparaît dans les discours, avec une manière d'afficher en positif les effets négatifs du processus de vulnérabilité.

Résilience individuelle : absorber les chocs pour s'en sortir

Pour retrouver les conditions de leur agir, les habitants vont élaborer des stratégies (De Certeau, 1990) et « tenir bon », être inventifs pour

⁸ *i.e* faisant partie des arènes de décision dans la situation/ sur le territoire.

assurer une continuité dans le sentier de la vie quotidienne et pour leur sécurité ontologique. Ils vont ainsi être résilients dans le sens où ils absorbent les chocs pour maintenir les fonctions clés de ce qui constitue leur quotidien.

Le récit d'une habitante de Villar d'Arène est à ce titre particulièrement parlant. Gérante du bar-tabac, elle ne pouvait plus se faire livrer depuis Bourg d'Oisans, et se retrouvait donc en pénurie de journaux, mais surtout, de programmes TV que ses plus fidèles clients viennent lui acheter le dimanche matin. Ainsi, chaque semaine durant la coupure, elle se débrouillait pour que quelqu'un lui ramène des exemplaires du programme TV achetés à Briançon, qu'elle revendait ensuite à prix coûtant. Cette gérante dépasse ainsi les disparités, les tensions qui émergent de l'événement, non par la lutte et la revendication, mais par une intégration souple à l'ordre - mouvant - des choses.

Ce type de bricolage individuel s'accompagne de tout un ensemble de solidarités, sur lesquelles chaque habitant va s'appuyer pour maintenir la cohérence de son quotidien. Ce qu'une répondante appelle le système D, c'est-à-dire une organisation, une débrouille entre habitants, au jour le jour :

« Si aujourd'hui, on est tous arrivés à tenir à minima, c'est grâce au système D et parce que tout le monde a été super dispo. Plusieurs matins dans l'été, le petit était à la nounou à 06h30, jusqu'à 06h30, 07h le soir... Système D, si on n'avait pas eu ça, on aurait tous été ramassés à la pelle. J'ai descendu des gens, j'ai prêté des voitures, j'ai descendu du monde. J'ai remonté les lunettes de plein de gens de chez l'opticien. » (Répondante, salariée à Bourg d'Oisans).

Ce type de solidarité permet de réduire le caractère problématique des situations vécues au quotidien sans pour autant rétablir les choses telles qu'elles étaient avant la crise.

Résilience collective : rebondir pour avancer

Désireux de faire avancer les choses, le collectif du Chambon (par l'intermédiaire de quelques acteurs clés), mobilise directement un élu local, également député, pour faire passer ses revendications⁹, et des informations clés sur la situation du territoire aux niveaux économique et social. Le collectif crée aussi un cadre de partage d'expériences et impulse un système d'entraide. Le site Internet et son forum regroupent à

⁹ Notamment l'évaluation et la prise en charge des conséquences de la fermeture de la route.

la fois les actions et documents produits par le collectif, mais aussi des conseils pratiques – pour défendre ses droits face aux assurances par exemple, ou pour les dossiers d’indemnisation –, des informations sur l’état d’avancement des décisions et des travaux pour la route de secours. Un onglet « suivi des chantiers » permet même de suivre l’historique de la crise, avec des communiqués de presse, des résumés, etc.

Cet outil numérique, géré par deux personnes, permet de répondre – en partie seulement – à l’une des vulnérabilités ressenties par les habitants : le manque d’information de la part des pouvoirs publics. La constitution même de cette plateforme témoigne de la montée en expertise des habitants, s’informant non seulement sur l’avancée de la résolution de l’incident, mais également sur les conditions de réalisation des travaux, sur la faisabilité d’une réparation du tunnel, etc. Il s’agit ici véritablement de « rebondir pour avancer après la perturbation » (Tisseron, 2009), c’est-à-dire de faire avec la situation de crise, tout en mettant les moyens en œuvre afin de la dépasser.

Résilience institutionnelle/ territoriale : associations, réactions, redéfinitions

Les élus locaux et les institutions en charge de la gestion de la crise organisent également une certaine forme de résilience sur le territoire. D’un côté, les élus locaux, notamment de La Grave et de Villar d’Arène, ont démarré une coopération et un travail collectif pour rendre les communes attractives et les préparer à l’après-crise :

« On essaie de travailler ensemble (avec les communes alentours). Il y a toujours, automatiquement des blocages, autrement, s’il n’y avait pas de blocages, les regroupements de communes seraient déjà effectifs et les départements seraient réduits, etc. on se rend compte en comparant avec le reste de l’Europe que le système politique est une carrière, donc automatiquement il y a des réticences aux changements » (Élu, Villar d’Arène).

La coopération entre Monétier-les-bains et Villar d’Arène est aussi mise en avant, avec un événement international organisé à Villar d’Arène en 2015 plutôt qu’à Monétier pour faire connaître le village aux habitués de l’événement et apporter ainsi un soutien ponctuel à un territoire « privé de touristes » cet été-là. La résilience institutionnelle en Haute-Romanche s’incarne dans des volontés de valoriser davantage les ressources du territoire. Les communes de Villar d’Arène et La Grave étant relativement isolées, les élus locaux mettent ainsi l’accent sur le calme, la nature, comme offre touristique particulière :

« La mairie n'a aucune prise et moyen d'action là-dessus, si ce n'est faire connaître le territoire sur le plan de ses intérêts : nature, calme, bien vivre, de tout ce qu'on veut. D'activités sportives simples et pas trop onéreuses, pour faire venir un petit peu des touristes chez nous. » (Élu, Villar d'Arène)

Ces acteurs transforment ainsi la vulnérabilité du territoire, son isolement, en point positif, mettant en avant une offre touristique dédiée au calme, à la montagne et à des activités sportives simples¹⁰. Au travers d'une critique de la modernité, cet élu met l'accent sur ce qu'il appelle une vie « normale » :

« On est une commune rurale, de gens qui vivent là, qui ne sont pas forcément concernés par toute l'effervescence touristique ou médiatique d'aujourd'hui. Ce sont des gens qui vivent, qui ne sont pas forcément préoccupés par tout ça (...) Tout existe, mais est-ce que les gens ont besoin d'en avoir plus ? Non. Ils utilisent tout ce qui est normal et utilisable...Ce qui est normal, c'est d'être normal, de vivre avec ce dont on a besoin » (Élu, Villar d'Arène).

Ce que les populations considèrent comme vulnérabilités, subir un éloignement de la ville, cet élu l'affiche comme force du territoire. Les autres élus insistent sur la nécessité de redéfinir la politique touristique et l'image du territoire de Haute-Romanche. Cette résilience institutionnelle est aussi nourrie par les conseils départementaux, qui ont non seulement convoqué une pluralité d'acteurs et de techniciens sur cette crise et sa résolution, mais aussi investi une somme considérable, notamment dans la route de secours. Ces différentes résiliences, qui prennent à la fois forme dans les propos des acteurs et corps dans les actions, individuelles et collectives ainsi que dans des dispositifs socio-techniques, ne permettent toutefois que de limiter l'évolution du processus de vulnérabilité à l'œuvre sur le territoire.

Ces habitants et acteurs institutionnels « font face » et « répondent à » (Quenault, 2013) tout un ensemble de changements soudains, en tentant de minimiser l'impact des risques futurs et des vulnérabilités subies, en intégrant la perturbation au fonctionnement du territoire. Cette approche par différents niveaux de résilience permet de mettre en avant le positif du territoire, la manière dont les acteurs tentent de se reconstruire.

¹⁰ A l'opposé des sports de montagnes comme le ski par exemple.

CONCLUSION

L'étude de la Haute-Romanche, et de son incident critique survenu en avril 2015, met en avant un système de vulnérabilités qui s'impose aussi bien aux acteurs ordinaires qu'aux acteurs éminents du territoire. Ces vulnérabilités fluctuent et restent très difficiles à percevoir et à prendre en compte par les outils d'indemnisation traditionnels pensés par l'action publique pour les territoires à risque. Il est cependant indispensable de prendre en compte les dysfonctionnements constatés et ces vulnérabilités pour pallier les risques futurs du territoire, via un retour d'expérience par exemple.

L'onde de choc impactant le territoire, qui reste à mesurer dans la durée, a déclenché différentes résiliences, individuelle, collective et institutionnelle. Ces formes de résiliences sont toutefois limitées et peinent à maintenir les fonctions clés du territoire, à revenir à un état de fonctionnement acceptable (Dauphiné et Provitolo, 2013). Elles sont également critiquées : la normalité du territoire défendue par certains élus ne trouve pas d'échos positifs auprès des habitants. Le collectif est également critiqué pour ses prises de position et de paroles, ses intérêts défendus et ses modes d'action, non partagés parmi les habitants.

Si la notion de résilience permet ici de dresser un portrait positif des résistances territoriales, sociales, individuelles, économiques de la Haute-Romanche, elle ne doit pas faire oublier les vulnérabilités subies, profondément liées à la non-maîtrise des risques qui planent sur le territoire. De plus, si la résilience met l'accent sur les capacités et la responsabilisation à un niveau local ou individuel, qu'en est-il de ceux qui n'arrivent pas à se reconstruire, à s'adapter à ces aléas (Quenault, 2013) ?

BIBLIOGRAPHIE

- BACKOUCHE I., RIPOLL F., TISSOT S., VESCHAMBRE V. (dir.) (2011), *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 357 p.
- BARLET M., COLDEFY M., COLLIN C., LUCAS-GABRIELLI V. (2012), « L'accessibilité aux médecins généralistes libéraux : plus faible en milieu rural », *Pour*, 214 p., pp. 29-40.
- BOULIN J.-Y., LESNARD L. (2016), « Travail dominical, usages du temps et vie sociale et familiale : une analyse à partir de l'enquête Emploi du temps », *Economie et statistique*, 486-487, pp. 149-182.

- CASTEL R. (2013), *La Montée des incertitudes*, Paris, Seuil (Sciences Humaines), 464 p.
- CROSEMARIE P. (2015), « Inégalités environnementales et sociales : identifier les urgences, créer des dynamiques », *Annales des Mines Responsabilités et Environnement*, 3, n°79, pp. 26-30.
- CRUNEL B., FRAU C. (2014), « Devenir chômeur », *Sociologies pratiques*, 28, pp. 75-85.
- DAUPHINE, A., PROVITOLLO, D. (2013), *Risques et catastrophes. Observer, spatialiser, comprendre, gérer*. Paris, A. Colin, 405 p.
- DE CERTEAU M. (1990), *L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire*, Nouv. éd., Paris, Gallimard, 347 p.
- DE BRUIJNE M., BOIN, A., VAN EETEN M., (2010), *The rise of resilience. In Comfort L.K., in Boin A., Demchak C, (eds), Designing Resilience. Preparing for Extreme Event*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, pp. 13-32.
- EPSTEIN R. (2005), *Gouverner à distance. Quand l'État se retire des territoires*, *Esprit*, 319, pp. 96-111.
- LAFORGUE D. (2009), « Pour une sociologie des institutions publiques contemporaines - Pluralité, hybridation et fragmentation du travail institutionnel », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie [En ligne]*, 4, Varia.
- PAYET J.-P., GIULIANI F., LAFORGUE D. (2008), *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 248 p.
- PERETTI-WATEL P. (2003), *Sociologie du risque*, Paris, A. Colin, 286 p.
- QUENAULT B. (2013), « Retour critique sur la mobilisation du concept de résilience en lien avec l'adaptation des systèmes urbains au changement climatique », *Echo Géo [En ligne]*, 24 p.
- SAINSAULIEU R. (1988), *L'identité au travail*, 3ème éd, Paris, Les Presses de Sciences Po, 480 p.
- TIMMERMAN P. (1981), « Vulnerability, resilience and the collapse of society: a review of models and possible climatic applications », *Environmental Monograph*, 1, Institute for Environmental Studies, University of Toronto, Toronto, 40 p.
- TISSERON S. (2009). *La résilience*, Paris, PUF, 3e édition, 128 p.
- TRANCART D., GEORGES N., MEDA D. (2010), « Horaires de travail des couples, satisfaction et conciliation entre vie professionnelle et vie familiale », in PAILHE A., SOLAZ A., *Entre famille et travail*, La Découverte, 13 p.
- TREMBLAY D.-G., DAGENAI L.F. (2002), *Ruptures, Segmentations et Mutations du Marché du Travail*, Québec, PUQ, 318 p.
- VILLALBA B., ZACCAI E. (2007), « Inégalités écologiques, inégalités sociales : interfaces, interactions, discontinuités ? », *Développement*

durable et territoires [En ligne], Dossier 9, mis en ligne le 02 septembre 2007, consulté le 24 août 2017.

URL :<http://developpementdurable.revues.org/3502>

-WALKER B., HOLLING C.S., CARPENTER S.R., KINZIG A. (2004), « Resilience, adaptability and transformability in socio-ecological systems », *Ecology and Society*, vol. 9, n° 2, art. 5.

<http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5/>